

**SIT-IN DES PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE**

# Des centaines de médecins au rendez-vous

**Quelque quatre cents praticiens de santé publique ont observé hier matin, un sit-in devant le ministère de la Santé à Alger. Ils dénoncent la violence dont sont victimes les médecins au sein des structures de santé publique et demandent l'application de l'accord signé avec leur syndicat, le SNPSP, et le ministère et datant du 4 mai 2015.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Armés de leurs modestes pancartes, quelques centaines de praticiens de santé publique ont investi, hier matin, l'espace vert faisant face au siège du ministère de la Santé sur les hauteurs d'Alger. Sur leurs écriteaux, des mots d'ordre dénonçant la violence dont sont victimes les médecins au sein même des structures de santé publique. Une situation d'insécurité qui, selon eux, perdure depuis des années sans pour autant que la tutelle n'y trouve de solution.

A l'appel du SNPSP (Syndicat national des praticiens de santé

publique), ces blouses blanches ont observé leur sit-in pour également exiger le respect des promesses et la concrétisation des engagements. «Nous demandons l'application de l'accord signé avec notre syndicat et le ministère datant du 4 mai 2015», dira le D<sup>r</sup> Liès Merabet, président du SNPSP.

Les protestataires dénoncent, par la même, les entraves aux libertés syndicales et la répression des syndicats. Le D<sup>r</sup> Merabet affirme justement que plusieurs dépassements ont été enregistrés lors du premier jour du mouvement de grève de deux jours de



**Les protestataires dénoncent les entraves aux libertés syndicales.**

son syndicat. «Nous avons recensé, hier lundi, nombre de dépassements contre nos adhérents. D'abord des délégués qui ont été interdits dans plusieurs wilayas d'afficher l'avis de grève pour informer la population ; ensuite des grévistes qui ont été destinataires de questionnaires ou carré-

ment de mises en demeure dans certains établissements notamment à Alger, Jijel, Oum-El-Bouaghi, Batna, Mascara et Relizane», assure-t-il.

Outre ces réactions qu'il qualifie d'ailleurs de «très négatives», le président du SNPSP affirme que la tutelle use de tous les

moyens pour casser le mouvement de débrayage des praticiens de la santé publique.

«Le ministère de la Santé avait annoncé que le taux de suivi de la grève du SNPSP était de zéro ou tendait vers zéro en se basant sur les taux enregistrés dans les CHU. Or, notre syndicat est essentiellement présent dans les Etablissements publics de santé de proximité (EPSP) et les Etablissements publics hospitaliers (EPH)», précise-t-il.

Insistant sur un taux de suivi de 70% à l'échelle nationale, le D<sup>r</sup> Merabet indique qu'une grève de trois jours est également prévue le 2 mai prochain.

«Le ministère de la Santé doit réagir et prendre au sérieux nos revendications», dit-il avant de souligner que les voies de dialogue avec la tutelle leur sont fermées depuis le 12 avril 2012.

**Ry. N.**

**ÉMEUTES D'EL ESNAM**

## Six jeunes sous mandat de dépôt

**L'affaire du jeune agressé par des policiers à El Esnam, commune située à 10 kilomètres au sud-est de Bouira, continue à alimenter la scène locale.**

Hier encore, et bien que le calme soit revenu depuis la veille, l'on ne parlait que des six jeunes qui ont été mis sous mandat de dépôt par le juge d'instruction près le tribunal de Bouira.

Cependant et justement concernant ces interpellations, le P/APC d'El Esnam, M. Hellal Ahmed que nous avons joint par téléphone, nous dira qu'au total, ils étaient 21 jeunes à être arrêtés par la police durant la nuit du dimanche à lundi ainsi que pendant la matinée de lundi.

Notre interlocuteur qui a rappelé toutes les démarches entreprises par ses soins pour faire cesser ces interpellations, cal-

mer les esprits et ramener le calme, dira que dans la même journée de lundi, sur les 21 jeunes interpellés, 15 ont été libérés, alors que six autres, qui auraient des antécédents judiciaires, ont été mis sous mandat de dépôt en attendant un complément d'enquête les concernant.

Cela étant, le maire qui réitère son appel au calme, ne perd pas espoir de voir ces jeunes impliqués dans ces événements, libérés pour permettre à la commune qui a vécu des moments difficiles ces derniers jours de retrouver son calme.

Côté réactions, seul le RCD qui a dénoncé l'intervention de la police contre un citoyen, intervention qui a été à l'origine des émeutes qui avaient éclaté durant la soirée de dimanche dernier, appelle les citoyens à la vigilance et ne pas répondre à la provocation qui arrangerait les desseins inavoués du pouvoir et ses clans.

Enfin, le RCD demande une enquête pour mettre en lumière les dessous de ces événements.

Par ailleurs et au sujet des policiers qui auraient agressé le jeune citoyen, agression qui était à l'origine des événements de ces derniers jours, nous avons appris de source crédible que la DGSN a diligemment officiellement une enquête pour tirer au clair cette affaire et situer les responsabilités des uns et des autres.

En tout état de cause et même si les citoyens sont unanimes à dire et à témoigner que les policiers en civil étaient derrière l'agression caractérisée contre le jeune Merdoud Mohamed, qui a lui-même témoigné en insistant sur l'acharnement des policiers contre lui, aucune mesure disciplinaire n'a été prise pour le moment par les responsables de la police.

**Y. Y.**

**L'ENTREPRENEURIAT EN RÉPONSE AU CHÔMAGE PHÉNOMÉNAL CHEZ LES JEUNES**

## 30% des jeunes âgés de 16 à 24 ans sont officiellement sans emploi

**Le taux de chômage global a été estimé à 11,2% septembre dernier. Il est le triple s'agissant des jeunes âgés entre 16 et 24 ans. Pour Mourad Zemali, DG de l'Ansej, il y a lieu d'ancrer des principes entrepreneuriaux dans la société afin que ce dispositif soit plus efficace.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir) -** Pour autant, M. Zemali dit être «satisfait» de cette agence «réussie». Le concernant, «les indicateurs sont là pour refléter les efforts engagés». Ceci en citant la moyenne de 91 micro-entreprises créées par jour sur le territoire national en 2015. Au total, un peu plus de 356 700 sont réalisées ayant offert 855 000 postes d'emplois depuis la mise en place de l'Ansej en 1998. Il n'est pas sans préciser ce qu'on peut faire dire aux

chiffres dans leur état brut. C'est pourquoi chaque statistique est à étudier dans son contexte et à nuancer en considérant l'ensemble des facteurs qui l'ont influencée.

Toutefois, l'objectif gouvernemental de 2 millions de PME pour 2011, avec le groupement de dispositifs de soutien à l'emploi, n'a pas été atteint même de moitié. Parallèlement, les chiffres relatifs au chômage sont de plus en plus terrifiants, particulièrement pour ce qui est des jeunes.

Dans ce sens, le DG de l'Ansej a évoqué l'installation de cellules subordonnées au niveau d'une cinquantaine d'universités appelées «maisons de l'entrepreneuriat». Ceci, afin de développer ou de susciter l'esprit entrepreneurial des étudiants de différentes spécialités. Il est question «d'attirer l'élite» pour des micro-entreprises de meilleure performance. Sa sensibilisation est essentielle puisque le nombre de diplômés universitaires à souscrire à l'Ansej est «très restreint», a ajouté M. Zemali.

**Accompagnement ou assistantat ?**

Selon l'interlocuteur, «le pré-accompagnement des jeunes investisseurs» a changé le classement des secteurs

d'investissement pour s'adapter «aux nouvelles orientations économiques».

Le bilan 2015 a annoncé que 29% des projets sont orientés vers l'agriculture, 21% vers l'industrie et 20% pour les services, contre, respectivement, 9%, 5% et 60% en 2011.

Afin de booster un peu plus «cette tendance productive», il existe une obligation pour les entreprises et institutions publiques de diriger 20% de leurs commandes en matière de produits de fonctionnement et d'équipement notamment pour ce type de micro-entreprises, a déclaré le DG de l'Ansej. Une mesure restrictive qui n'obéit pas tout à fait au jeu de la libre concurrence que doit imposer le marché.

**N. B.**

**LE SALON DE L'EMPLOI S'OUVRE À RIADH-EL-FETH**

## 4 000 postes d'emploi seront proposés aux futurs diplômés

Le Salon de l'emploi a ouvert ses portes, hier, à l'office Riadh-El-Feth. Le carrefour, selon ses initiateurs, se veut être «un carrefour de rencontres entre les entreprises et les administrations en quête de compétences et de nouvelles recrues et les universitaires à la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'information pour créer leur entreprise».

Fort du succès des précédentes éditions, ce Salon est devenu aujourd'hui un «événement d'envergure nationale et un rendez-vous incontournable pour les entreprises». Mieux, on indique «que cette manifestation d'utilité publique a pour vocation de mettre en contact direct les entreprises à la recherche de compétences et les diplômés afin de leur permettre de trouver un emploi ou un stage, de les guider dans le choix de leur carrière et de les préparer à la création de leur propre entreprise».

Une plateforme de débats et d'échanges, entre recruteurs et diplômés, sera aussi mise en place à travers un cycle de conférences, thématiques et d'ateliers (CV, préparation à l'entretien d'embauche et orientation, bilan de compétences, entrepreneuriat, création d'entreprises, ...), avec l'assistance active des organismes officiels du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Le Salon s'étalera sur trois jours et comprendra des conférences, des ateliers, et des tables rondes dans le but d'exhiber «les dispositifs, les règlements, la fiscalité de l'emploi et les dispositifs d'aide à la création d'entreprises».

Le Salon national du recrutement «carrefour emploi» s'adresse, selon la même source, «aux diplômés, aux professionnels demandeurs d'emploi ou souhaitant créer leur propre entreprise, mais également aux étudiants à la recherche de stages, ainsi qu'à tous ceux, étudiants ou diplômés, qui veulent renforcer leurs compétences et savoir-faire au moyen d'une formation complémentaire». A ce titre, on ajoute que 4 000 postes d'emploi seront proposés à ce Salon par des entreprises qui participeront à cette 10<sup>e</sup> édition, a indiqué le commissaire du Salon, Ali Belkhiri.

**R. N.**